

Recto/verso n°2 – Octobre 2003

Acrimed, 17, avenue des Sycomores - 93310 Le Pré-Saint-Gervais - acrimed@wanadoo.fr

Dominique Bromberger, porte-flingue de Raffarin

Tous les jours de la semaine vers 8h17, Dominique Bromberger tient sur France Inter une chronique intitulée (en toute modestie bien sûr) « Regards sur le monde ». En ce matin du 7 octobre, il a choisi d'emprunter le titre de son papier à celui de l'essai de Nicolas Baverez. Et ça donne cette interrogation pathétique : « Est-ce vraiment "la France qui tombe" ? ». Peut-être pas la France, mais les sentences d'un éditorialiste pontifiant.

« Ce débat, lancé par le livre de Nicolas Baverez, « La France qui tombe », a maintenant largement débordé de nos frontières... Cette semaine, deux des meilleurs hebdomadaires, le Britannique « The Economist » et l'Américain « Time », du moins dans son édition européenne, s'en font l'écho. »

Le « débat », bien sûr, est celui qui agite le microcosme médiatique, parce qu'il se charge de l'orchestrer. Et ce « débat », devenu liquide, « déborde ». Il atteint – c'est assez dire son importance – les hebdomadaires que Bromberger classe parmi les « meilleurs » : *The Economist*, dont le caractère subversif n'échappe à personne et le *Time*, mais – la restriction relativise quelque peu l'impact du « débat » -, *« du moins dans son édition européenne »*.

Mais pour justifier qu'une chronique consacrée en principe aux questions internationales permette, à la fois, de faire l'éloge d'un ouvrage consacré à la France et de venir au secours de la politique du gouvernement Raffarin, le détour par deux hebdomadaires étrangers s'imposait. Petite entourloupe au service d'une grande cause !

Vient alors un résumé de l'« incontournable » ouvrage du cher confrère. Un résumé dont la forme est suffisamment équivoque pour que l'on ne puisse pas distinguer ce que Bromberger attribue à Baverez et ce que lui-même reprend à son compte. Impossible donc de ne pas prêter généreusement à Bromberger ce qu'il dit de « la thèse » qu'il prétend résumer.

Et ça donne d'abord ceci :

« Pour résumer, en essayant de ne pas caricaturer la thèse développée dans cet essai, la France n'a pas changé son mode de gestion de l'économie alors que celle-ci était partout dans le monde en pleine évolution. Elle continue à être administrée par des bureaucrates politiques et des apparatchiks syndicaux qui ont en commun la volonté de tout faire régler par l'Etat. Le résultat, c'est que la France dont le

Produit National Brut était supérieur de 25% à celui de la Grande-Bretagne dans les années 70, est passée derrière celle-ci et que le revenu par habitant classe notre pays au 19ème rang seulement parmi les nations du monde industrialisé. »

Cette hymne à la contre-révolution libérale reprend les antennes les plus éculées contre la gestion de l'économie par des « bureaucrates politiques et des apparatchiks syndicaux », alors que cette gestion est « partout dans le monde en pleine évolution ». En évolution vers quelle destination ? Qu'importe ! L'essentiel est de « bouger », non sans dissimuler ainsi les fins poursuivies.

La suite fait complètement disparaître l'auteur (Baverez ou Bromberger ?), pour livrer comme une évidence indiscutable les poncifs les plus réactionnaires :

« De surcroît, tous nos gouvernements, appuyés par une bonne partie de l'opinion publique, ont toujours cherché des échappatoires pour ne pas changer, en rendant responsable de nos malheurs la mondialisation, l'immigration ou la réunification de l'Allemagne. Et il est vrai qu'il y a toujours en France des démagogues populistes, dont les derniers exemples en date sont Jean-Marie Le Pen et José Bové, pour rendre le monde entier responsable de nos difficultés. »

La vérité enfin révélée – « il est vrai que » - est un condensé de Bromberger et du *Figaro*. L'espace du « débat » se rétrécit à vue d'œil ! Quant à son contenu, qui donne pour identiques José Bové et Jean-Marie Le Pen, c'est désormais une abjection ordinaire.

Vient alors l'administration de la preuve :

« Si la thèse développée par Nicolas Baverez était entièrement fautive, elle n'aurait pas provoqué de telles polémiques que Jean-Pierre Raffarin y consacra une bonne partie de son interview à « Time Magazine ». »

Cette rhétorique de « brosse à reluire » - pourquoi les brosses à reluire n'auraient-elles pas un droit d'accès à la rhétorique ? - est proprement sidérante. La preuve que la thèse de Baverez n'est pas « entièrement fautive », c'est qu'elle a provoqué des « polémiques ». D'où l'on doit déduire que si elle était entièrement fautive, elle n'aurait suscité aucune polémique. .. Mais le plus beau, c'est que la validité de la « thèse » est accréditée par l'importance que Raffarin lui accorde dans une interview. La preuve par Raffarin : il fallait l'inventer !

Le chroniqueur qui jette des « regards sur le monde » peut alors se replier définitivement sur l'hexagone pour asséner la vulgate réactionnaire :

« Mais, comme à l'habitude, ce genre de propos ne peut être écrit et écouté que lorsque les choses ont commencé à changer. Il est absolument exact que la France est restée fossilisée dans la gangue étouffante des hauts fonctionnaires, des intellectuels marxistes, des patrons réclamant l'assistance de l'Etat pour leurs entreprises et des syndicats dominés par les employés de la Fonction Publique pendant très longtemps. »

Le « absolument exact » défie toute controverse : c'est la variante néo-libérale et éditoriale de l'infailibilité pontifiante et pontificale.

C'est peut-être le moment de rappeler que cette chronique est déversée sur un radio publique. Continuons :

« Mais, il est quand même curieux que le débat s'engage quand les choses commencent à changer. L'opinion française, dans sa majorité, paraît avoir accepté au printemps dernier, le principe de réalité sur la question des retraites après l'avoir refusé en 1995. »

« Le débat s'engage... » : un débat qui, dans les termes où il est présenté, exclut non seulement les divers courants altermondialistes, mais également toute l'opposition parlementaire. C'est un débat entre *Le Figaro* et *Le Figaro Magazine*, avec quelques arguments à glaner du côté du *Nouvel Observateur* et du *Monde*.

Quant au moment où il s'engage, il nous vaut l'invention cynique d'une opinion taillée sur mesure. L'opinion française n'a pas accepté le plan gouvernemental sur les retraites, qui n'est en rien la traduction d'un hypothétique « principe de réalité ».

Mais l'Encyclique de Bromberger n'est pas finie. C'est maintenant le tour de la distribution des bons points aux élèves dociles et méritants :

« Dans le domaine syndical, la CFDT a ouvert la voie du réalisme dans le dialogue social et la CGT vient de faire un pas important pour la rejoindre. François Chêrèque et Bernard Thibault se sont longuement expliqués sur le sujet. »

On connaît l'amour des libéraux pour la CFDT, syndicat réputé « raisonnable » car résigné aux contre-réformes imposées par le gouvernement. Ainsi la CFDT a ouvert une voie dans laquelle tous les autres syndicats sont invités à s'engouffrer. Et Bromberger de laisser croire que la CGT a « rejoint » la CFDT en acceptant de signer un accord sur la formation professionnelle, comme si Bernard Thibault s'apprêtait à approuver systématiquement tout ce qui lui sera soumis.

Courage, on arrive au bout :

« Sur le plan administratif, la résistance des hauts fonctionnaires commence à céder. Même si le secteur public reste plus important que chez nos partenaires, le poids de l'économie étatique diminue fortement. La récente et discrète privatisation d'Air France en est le meilleur exemple. » Enfin, les politiques paraissent avoir compris, eux aussi, que tout ne se règle pas par la loi. Le gouvernement n'a pas choisi d'aller devant le Parlement pour réaménager la réglementation des 35 heures MAIS le dialogue avec les syndicats. La France, c'est vrai, a beaucoup glissé sur la pente du passé mais elle est peut-être... peut-être... en train de se reprendre. »

Toute ressemblance avec la propagande gouvernementale ne serait ni fortuite ni désintéressée.

Octobre 2003

CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS

Action-CRItique-MEDias [Acrimed] se propose de constituer un carrefour de confrontation entre les journalistes, les chercheurs et les acteurs du mouvement social et d'intervenir publiquement, par tous les moyens à sa disposition, pour mettre en question la marchandisation de l'information, de la culture et du divertissement.

Un acte de naissance

Février 1996 : Un « Appel pour une action démocratique sur le terrain des médias » (signé par des dizaines de « personnalités ») donne naissance à notre association. Les premières phrases disent assez quel sombre constat a motivé notre initiative et quel est son sens :

« Le mouvement social de novembre et décembre 1995 a donné lieu à des tentatives intolérables d'étouffer la voix des acteurs sociaux (en affectant de leur donner la parole), de dénaturer leurs aspirations, d'effacer leurs propositions en les soumettant au verdict de prétendus experts. Nous soussignés, citoyens, responsables associatifs, politiques et syndicaux, intellectuels et chercheurs, journalistes, voulons réagir à la manière détestable dont la plupart des rédactions des grands médias rendent compte de la réalité [...] »

Un site

Le site d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/> Actualisé très régulièrement. Des textes de fond, des brèves, des initiatives, des infos pratiques, des liens, etc. sur tous les domaines des médias. Et tout ce que vous vouliez savoir sur Acrimed.

Des débats

▀ A Paris : « Les Jeudis d'Acrimed » - Une fois par mois environ, Acrimed organise des débats publics avec des journalistes, des chercheurs, des acteurs du mouvement social... Pour être informé, il suffit de nous écrire...

▀ Partout : « Débats avec la participation d'Acrimed » - Pour nous inviter, il suffit de nous écrire...

Une liste d'informations

« Le Magazine d'Acrimed » : liste d'information destinée exclusivement aux messages (en général mensuels) en provenance de l'Association. Pour s'inscrire, envoyer un message vide à sympa@samizdat.net, en ajoutant **subscribe acrimed_1** dans le titre (champ « objet » ou « sujet »)

Adhésion : A envoyer sur papier libre à Acrimed, 17, avenue des Sycomores, 93310 Le Pré-Saint-Gervais - **Merci d'écrire lisiblement**

J'adhère à l'association ACRIMED. Ci-joint un chèque à l'ordre de « Action Critique Médias » (minimum: 15 euros pour 2003-2004).

Nom Prénom :

Adresse postale :

Téléphone : Adresse électronique (très lisiblement)..... Date et signature